



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2916
21 juin 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

Le journal
d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le 30 juin

Votez Lutte ouvrière

LE CAMP DES TRAVAILLEURS



Dans la manifestation du 15 juin, à Paris.

Bardella

Prêt à servir le patronat

Page 5

Front populaire

Repartir avec Hollande ?

Page 6

Haiti

La population sous la terreur des gangs

Page 10

Au sommaire
Élections législatives

ÉDITORIAL

Le 30 juin, votez pour une femme ou un homme de votre camp, le camp des travailleurs!

- Les candidats de Lutte ouvrière 3
- Soutenez notre campagne! 3
- À nos amis 3
- Salaires, inflation: bavardages sur le pouvoir d'achat 4
- Retraites: promesses, promesses 4
- RN: le poison de la division 4
- Montée de l'extrême droite: les responsabilités de la gauche 5
- Bardella & Co: prêts à servir la bourgeoisie 5
- Bolloré-Ciotti: petite entente entre amis 5
- Nouveau Front populaire: une protection contre l'extrême droite? 6
- Hollande, Rousseau: des ennemis des travailleurs candidats 6
- Pas touche à l'armée! 6
- Front populaire: ce qu'il fut vraiment en 1936 7
- L'unité qui compte: celle des travailleurs en lutte 7

Leur société

- Paris 2024: à qui profiteront les Jeux Olympiques? 12
- Les camps du "bien" et du "mal" 12
- Recyclage: escroquerie à toutes les étapes 12
- Eurosatory: pactole pour les marchands de mort 16
- La fable des armes qui ne tuent pas 16

Dans le monde

- Gaza: pas de pause dans le massacre 8
- Israël-Liban: vers une escalade guerrière? 8
- Ukraine: ils font la guerre en parlant de paix 9
- Colombie: les crimes de Chiquita 9
- Égypte: ni pain, ni liberté ni justice sociale 9
- Haïti: "Imposons un rapport de force favorable aux masses exploitées" 10
- Démagogie des gangs dans les quartiers 10
- Une mission au chevet de la bourgeoisie 10
- Côte d'Ivoire: Bédié enterré, mais pas le poison de "l'ivoirité" 11
- Boeing: opacité et insécurité sont les mamelles du profit 11
- Migrants: Méditerranée meurtrière 16

Dans les entreprises

- Ratp bus 13
- Safran - Villaroche 13
- Autoentrepreneurs 13
- Stellantis - Villers-Semeuse 14
- Tavares: monts et merveilles pour les actionnaires 14
- Continental-Rheinmetall 14
- Dans les bulletins Lutte ouvrière 14
- PIC - Lempdes 15
- Hôpital Saint-Antoine - Paris 15

En décidant la dissolution, Macron a remis entre nos mains la future composition de l'Assemblée nationale. Détesté comme il l'est dans les classes populaires, il peut perdre la majorité au profit du Rassemblement national ou du Nouveau Front populaire. Le jeu est donc ouvert.

Chacun prétend que la victoire de ses adversaires plongera l'économie et le pays dans la catastrophe. Mais la catastrophe, les ouvriers, les employés, les travailleuses et les travailleurs précaires la vivent déjà tous les jours.

Quand on ne peut plus remplir son caddie, quand on en est à se chauffer à 16 degrés et à ne plus prendre sa vieille voiture parce que le réservoir est vide, c'est déjà la catastrophe. Ça l'est pour ceux qui survivent avec une maigre pension d'invalidité et ceux qui n'ont même pas 1 000 euros de retraite après une vie de labeur.

Ça l'est pour les habitants dont le quartier se transforme en ghetto de pauvres et qui ne peuvent même plus compter sur l'école et les hôpitaux publics, laissés à l'abandon. Et on s'étonnera qu'après avoir été rejetés de l'école, des jeunes se retrouvent livrés aux trafics en tout genre.

Alors oui, il faut du changement! Mais ce changement ne peut pas venir du futur gouvernement et de ces politiciens. Aussitôt arrivés au pouvoir, même ceux qui prétendent représenter les travailleurs jettent aux orties leurs promesses et se mettent au service de la grande bourgeoisie et de sa politique antiouvrière. Chaque fois que les travailleurs ont placé leurs espoirs en eux, ils ont été déçus, trahis et se sont retrouvés désarmés.

C'est ainsi que Mitterrand, Jospin et Hollande ont gouverné comme la droite, abandonnant les travailleurs aux licenciements, à l'exploitation et au chômage. Et le RN fera la même chose sur ce terrain-là.

Avant même son arrivée au pouvoir, Bardella s'aligne déjà sur les volontés patronales. Plus question pour lui de retraite à 60 ans, promesse de Le Pen en 2022, et le flou demeure sur l'abrogation de la retraite à 64 ans! En revanche, le RN pourra la vie des travailleurs immigrés, c'est-à-dire de ceux qui se lèvent tôt pour faire les métiers les plus durs et les plus mal payés. Il dressera les travailleurs les uns contre les autres pour que le grand patronat continue à faire des surprofits sur notre dos à tous.

La seule façon de défendre nos intérêts de

travailleurs et nos conditions de vie, c'est de nous en mêler directement. Si nous ne voulons pas être trompés une fois de plus, nous devons faire entendre nous-mêmes nos revendications.

Nous devons exiger que les richesses et les énormes profits que nous produisons servent à nos salaires, à nos retraites, à nos conditions de vie plutôt qu'à augmenter les fortunes d'une poignée de privilégiés qui ne font rien de leurs dix doigts. Oui, il faut que les travailleurs s'organisent pour formuler ensemble les exigences qui changeraient leur vie.

Depuis une semaine, absolument tous les politiciens, Attal compris, disent qu'ils augmenteront notre pouvoir d'achat. Ils mentent comme des arracheurs de dents. Car aucun n'a l'intention d'affronter la grande bourgeoisie qui s'engraisse de la misère qu'elle fabrique ici et dans les pays pauvres en exploitant les travailleurs.

Un autre problème crucial se pose à nous: la menace d'être entraînés dans une guerre. Sur ce point, tous les partis susceptibles de gouverner ont le même programme et ils mèneront la même politique guerrière que Macron. Eh bien, les travailleurs auront besoin de savoir ce qui se trame dans leur dos!

Alors, il faut mettre sous surveillance tous ces politiciens qui ne cessent de retourner leur veste. Il faut se tenir prêts à leur demander des comptes. Il faut agir par nous-mêmes. Cela commence par choisir des représentants parmi nos camarades de travail, qui sont comme nous, qui vivent les mêmes problèmes que nous tous et que l'on sait dévoués aux intérêts de la classe ouvrière.

C'est pourquoi, dans ces élections, Lutte ouvrière présente des candidats dans quasiment toutes les circonscriptions. S'il y avait ne serait-ce qu'un député issu du camp des travailleurs, il se ferait les yeux et les oreilles du monde ouvrier.

Voter pour les candidats de Lutte ouvrière, c'est voter à la fois contre Bardella et Macron, en exprimant notre méfiance vis-à-vis des serviteurs de la bourgeoisie qui se revendiquent de la gauche. Voter pour ces candidats, c'est affirmer qu'il n'y a pas de sauveur suprême.

Les travailleurs changeront eux-mêmes leur sort et la société en retrouvant la conscience de leur force et le chemin des luttes collectives.

Nathalie Arthaud



Lutte ouvrière dans la manifestation du 15 juin à Paris.

Les candidats de Lutte ouvrière

Le 30 juin, Lutte ouvrière sera présente avec 550 candidates et candidats, soit dans la presque totalité des 577 circonscriptions du pays. Ce chiffre comprend les trois candidats de Guadeloupe et les deux de Martinique présentés par nos camarades de Combat ouvrier, les sept candidats de La Réunion, un candidat à Mayotte et un en Guyane.

Comme sur la liste des élections européennes et comme lors de tous les scrutins précédents, nos candidats sont des travailleurs, des militants souvent connus de longue date dans leur entreprise et leur quartier. Ce sont des ouvriers de l'automobile, de la chimie, des transports, des cheminots, des postiers, des enseignants, des

employés du commerce ou des services, des soignants et des maçons, actifs ou retraités. Ils font partie de ce vaste monde du travail sur lequel repose toute la société et qui doit parler pour lui-même, car personne ne le fera à sa place.

Les candidats de Lutte ouvrière se présentent sur le même programme et avec

le même drapeau que celui qu'ils défendent tous les jours, dans toutes les circonstances, le programme communiste, sous le drapeau rouge de tous les travailleurs.

Élus au Parlement, ils resteraient des militants ouvriers révolutionnaires et ne se transformeraient pas, eux, en loyaux gérants des affaires de la bourgeoisie, titre revendiqué par le gouvernement de Front populaire de 1936 et qui depuis a été applicable à tous les gouvernements élus avec les suffrages ouvriers. Nos camarades seraient les yeux et les oreilles des



Réunion de campagne à Mantes-la-Jolie.

travailleurs parmi les fondés de pouvoir du patronat et, s'ils approuveraient bien sûr toute éventuelle mesure qui serait favorable à leur classe, ils dévoileraient et combattraient tous les mauvais coups fomentés contre

ses intérêts.

Face aux bonimenteurs professionnels du patronat, il faut envoyer au Parlement des militants ouvriers honnêtes, il faut voter Lutte ouvrière.

Paul Galois

Soutenez notre campagne!

Les élections législatives annoncées par Macron le 9 juin sont organisées dans un délai très court. Trois semaines séparent l'annonce de la dissolution de la date du premier tour, fixée au 30 juin.



Pour les partis politiques de la bourgeoisie, ce délai court complique certainement la vie... des équipes rémunérées de rédacteurs, secrétaires, techniciens embauchés pour la campagne.

Cela fait partie du calcul politique de Macron : mettre en difficulté les partis concurrents du sien. Mais les candidates et candidats de Lutte ouvrière n'ont pas les mêmes possibilités. C'est

pourquoi ils font appel à toutes les bonnes volontés, dans leur milieu de travail, parmi le voisinage, la famille, pour les soutenir à tous points de vue.

Autant on ne voit, on n'entend et on ne lit que le point de vue d'une fraction ou d'une autre de la classe des bourgeois, depuis les capitalistes partisans de Macron jusqu'à ceux qui propulsent Bardella ou Zemmour, autant on n'a qu'exceptionnellement l'occasion d'entendre la voix de ceux qui, pourtant, font tout fonctionner dans cette société, et qui ont bien des exigences légitimes à faire connaître.

L'État a établi une liste de quatorze partis ou rassemblements qui, puisqu'ils présentent dans plus de 75 circonscriptions, auront accès aux émissions de la radio-télévision publique.

En fait, on ne verra guère les candidates et candidats de Lutte ouvrière dans les

médias. Les partis représentés à l'Assemblée nationale bénéficieront avant le 30 juin, au prorata de leur nombre de députés, d'une fraction des deux heures globales d'antenne. Les autres, dont Lutte ouvrière, auront droit à sept minutes en tout et pour tout, auxquelles s'ajouteront peut-être quelques secondes, en fonction de leur représentativité. Le camp des travailleurs ne doit donc compter que sur lui-même pour se faire entendre! C'est pourquoi Lutte ouvrière fait appel à toutes et tous. Au-delà de nos porte-paroles, au-delà de Nathalie Arthaud, Arlette Laguiller et Jean-Pierre Mercier, tous ceux qui, avec leurs bras, leurs jambes, leur force de conviction, leur colère, participent à coller des affiches, distribuer des tracts, faire connaître leurs idées, parmi leurs camarades de travail et leur entourage, seront les bienvenus.

De même qu'il n'y a pas de coup de main superflu, il n'y a pas d'aide financière, si petite soit elle, qui ne soit nécessaire. Lutte ouvrière n'a pas de capitalistes dans ses sponsors, le parti vit de la participation financière des militants, des sympathisants, des salariés, des chômeurs, des retraités qui jugent indispensable l'existence d'un parti des travailleurs.

Une campagne, ce sont des dizaines de millions de bulletins de vote et de professions de foi, des dizaines de milliers d'affiches : des frais de campagne pour lesquels les lois électorales ne nous permettront probablement pas d'être remboursés.

Le soutien de tous est essentiel. Il faut être nombreux à soutenir financièrement les candidats de Lutte ouvrière, par carte bancaire ou en nous adressant un chèque (voir notre site lutte-ouvriere.org).

Viviane Lafont

Meeting à Paris

avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Samedi 22 juin à 15 heures

Théâtre de la Mutualité

24 rue Saint-Victor, Paris 5^e
métro Maubert-Mutualité

entrée libre

Pour suivre le meeting en direct : www.lutte-ouvriere.org/direct

À tous nos amis et camarades

Du fait du délai très rapproché pour la tenue des élections du 30 juin, de nombreuses difficultés nous ont été signalées dans l'acheminement et la livraison des bulletins de vote et des professions de foi. Ceux-ci ont parfois été refusés par les préfectures du fait d'une livraison hors délai.

Nous faisons donc appel à tous nos amis et camarades pour nous aider à en assurer la livraison dans les mairies et les bureaux de vote, afin que les bulletins de vote

Lutte ouvrière y soient bien présents le 30 juin. Nous comptons également sur leur concours pour nous aider à faire connaître largement nos candidatures là où les électeurs n'en seraient pas informés par le biais de plus envoyés à domicile, par exemple en participant à la distribution de nos tracts.

Merci à tous de prendre pour cela contact avec nos militants locaux par exemple en écrivant à nos sites régionaux.

LUTTE OUVRIÈRE
LE CAMP DES TRAVAILLEURS
Candidats soutenus par Nathalie ARTHAUD et Jean-Pierre MERCIER

TRAVAILLEUSES TRAVAILLEURS

Les partis et les candidats qui soutiennent nos candidats ont accepté de nous aider à faire connaître nos candidatures. Ils ont accepté de nous aider à faire connaître nos candidatures. Ils ont accepté de nous aider à faire connaître nos candidatures.

Candidats soutenus par Nathalie ARTHAUD et Jean-Pierre MERCIER

Constituents	Candidate
1 ^{er} Arrondissement	Christine
2 ^e Arrondissement	Christine
3 ^e Arrondissement	Christine
4 ^e Arrondissement	Christine
5 ^e Arrondissement	Christine
6 ^e Arrondissement	Christine
7 ^e Arrondissement	Christine
8 ^e Arrondissement	Christine
9 ^e Arrondissement	Christine
10 ^e Arrondissement	Christine
11 ^e Arrondissement	Christine
12 ^e Arrondissement	Christine
13 ^e Arrondissement	Christine
14 ^e Arrondissement	Christine
15 ^e Arrondissement	Christine
16 ^e Arrondissement	Christine
17 ^e Arrondissement	Christine
18 ^e Arrondissement	Christine
19 ^e Arrondissement	Christine
20 ^e Arrondissement	Christine

Salaires, inflation : bavardages sur le pouvoir d'achat

La campagne des législatives comporte son lot de promesses sur le pouvoir d'achat. Jordan Bardella dit qu'il incitera les patrons à augmenter les salaires jusqu'à 10 %, en exonérant ces augmentations de cotisations sociales, dans un « deal gagnant gagnant avec les entreprises ».

Le Premier ministre Attal, lui, veut « permettre aux entreprises d'augmenter jusqu'à 10 000 euros par an, sans charge ni impôt, le montant de la prime de pouvoir d'achat ». Cela veut dire en somme que les patrons feront ce qu'ils veulent.

Enfin, le Nouveau Front

populaire (NFP) annonce qu'il augmentera le smic à 1 600 euros net et qu'il indexera les salaires sur l'inflation, dans une « grande loi sur le pouvoir d'achat ». Mais, dans son programme qui ne parle que des « Français » et de l'« apaisement », il n'est jamais question de

s'attaquer aux profits patronaux. Ainsi, même si le NFP se donne un ton plus radical, il promet lui aussi une amélioration du niveau de vie qui adviendrait sans rien devoir prendre aux patrons, par une simple mesure gouvernementale.

Si l'on considère, non pas ce qui serait tolérable pour le patronat, mais ce qui serait nécessaire pour que les familles populaires vivent correctement sans être dans le rouge au 6 ou au 10 du mois, 1 600 euros ne seront pas suffisants, 2 000 euros



seraient un minimum.

L'indexation des salaires sur les prix promise par le NFP est en effet une nécessité. Mais pour qu'elle ne soit pas un leurre, elle devra être contrôlée par les travailleurs eux-mêmes, afin de s'assurer qu'elle n'est pas basée sur quelque indice fabriqué, mais qu'elle suit bien la hausse réelle du coût de la vie.

Augmenter réellement les salaires implique de diminuer la part de profits qu'arrache la bourgeoisie, et cela nécessitera une mobilisation acharnée du monde du travail. Viser le « gagnant-gagnant » ou l'« apaisement » devant le patronat, c'est admettre qu'on baissera les bras devant ses exigences.

Charles Legoda

Retraites : promesses, promesses...



Manifestation contre la réforme des retraites en décembre 2019.

En rivalité pour obtenir les voix des travailleurs et des classes populaires, le RN et le Nouveau Front populaire promettent chacun de revenir sur le report à 64 ans du départ en retraite, imposé à coups de trique par Macron en 2023 et que les travailleurs n'ont toujours pas digéré.

Dans le programme concocté entre les partis qui constituent le Nouveau Front populaire (NFP), l'engagement semble clair : « Abrogation immédiate de la réforme des retraites pour la

ramener de 64 ans à 62 ans ». Le programme évoque ensuite de façon beaucoup plus vague « un retour progressif à la retraite à 60 ans ». Mais comment croire une telle promesse de ces partis de

gauche qui ne sont pas revenus, quand ils étaient au pouvoir entre 2012 et 2017, sur la réforme Sarkozy-Fillon qui reportait le départ en retraite de 60 à 62 ans ? Pire, François Hollande, aujourd'hui candidat pour le NFP, a porté à 43 ans le nombre d'annuités nécessaires pour toucher une pension sans décote. C'était la réforme Hollande-Touraine en 2014.

Du côté du RN, il faut s'accrocher pour comprendre la position du parti d'extrême droite sur les retraites. Conscient que son électorat populaire est très remonté contre la réforme de Macron qui a volé deux ans de retraite à tous les salariés, Bardella a fait la campagne des européennes en promettant d'abroger cette loi pour revenir au départ à 62 ans. Tout en se démarquant explicitement des manifestations de l'année 2023, le RN avait

qualifié cette réforme d'« injuste ». Depuis plusieurs années, Le Pen ou Bardella s'affirment même pour la retraite à 60 ans. Mais quand ils sont poussés dans leurs retranchements par certains journalistes, ils limitent ce départ à 60 ans aux travailleurs qui ont commencé à travailler tôt, ceux qui ont eu une « longue carrière ».

Depuis le 9 juin et la dissolution, l'arrivée au pouvoir du RN se précisant, Bardella s'est mis à bégayer sur sa position. Le 11 juin sur RMC, il déclarait : « Nous verrons... la conjoncture économique ne nous le permettra pas ». Quelques jours plus tard, il déclarait au journal *Le Parisien* que cette mesure ne pourrait venir que « dans un second temps », en évoquant 2026. Son allié Éric Ciotti étant, en homme de droite, favorable à la retraite à 65 ans et ayant déclaré « il n'est pas dit que la réforme

des retraites soit abrogée », Bardella l'a remis à sa place en précisant que c'est le RN qui fixerait le programme du futur gouvernement, et non les transfuges de LR. Puis, tous ces rétropédalages risquant de faire fuir les électeurs populaires, Bardella a réaffirmé le 17 juin sur plusieurs plateaux que la réforme des retraites de Macron serait abrogée « à l'automne ».

Les promesses n'engagent que les naïfs qui y croient, et c'est encore plus vrai quand elles sont faites par des politiciens aussi démagogues que menteurs. La seule façon d'obtenir l'abrogation de cette loi inique, quel que soit le futur Premier ministre, sera que les travailleurs se mobilisent collectivement pour l'obliger à passer aux actes.

Xavier Lachau

RN : le poison de la division

« Stopper la submersion migratoire, réduire drastiquement l'immigration légale et illégale et expulser les délinquants étrangers » voilà ce qu'on peut lire, dans le programme de Bardella pour les élections législatives, une priorité pour le RN puisque cela figure en deuxième point.

De Le Pen père à Marine Le Pen, l'extrême droite a toujours fait son fonds de commerce des attaques contre les immigrés. Marine Le Pen en

2022 réclamait même un référendum pour inscrire la « maîtrise de l'immigration » et la « priorité nationale » dans la Constitution ; ce point est pour le moment mis de côté.

Le RN a construit son ascension électorale en spéculant sur les préjugés, le racisme et la xénophobie, la haine de l'autre. La propagande des Le Pen et Bardella sert ainsi non seulement à leur apporter des voix, mais cherche à détourner la colère des

classes populaires des seuls responsables de la crise, le grand patronat et la grande bourgeoisie, dont ils se préparent à défendre les intérêts s'ils parviennent au pouvoir. En même temps, le RN dresse une partie de la classe ouvrière contre une autre en désignant comme responsables de tous les maux ceux qui construisent des logements, des hôpitaux, qui font tourner des usines, qui font les ménages dans les hôtels de luxe, ceux qui travaillent

dans la restauration, qui sont les plus exploités, les plus mal payés.

Diviser pour régner : tout le monde connaît la formule. Au contraire de cette politique de division qui affaiblit la classe ouvrière face au patronat, tous ceux qui vivent dans les mêmes cités qui se dégradent, qui travaillent sur les mêmes chantiers, dans les mêmes usines, sur les mêmes lignes de production, doivent se serrer les coudes contre le patronat,

pour réclamer des augmentations de salaire, résister aux augmentations de cadences qui tuent à petit feu, pour s'opposer en un mot à l'exploitation.

Comme nombre de travailleurs l'ont scandé dans bien des manifestations, dans bien des grèves qui les réunissaient, travailleurs français et travailleurs immigrés ont le même patron, ils doivent donc mener le même combat.

Aline Retesse

Montée de l'extrême droite : les responsabilités de la gauche

L'alliance électorale du Nouveau Front populaire (NFP) se présente comme l'antidote contre le RN. C'est oublier que, depuis quarante ans, la montée de l'extrême droite s'est nourrie des trahisons de la gauche au pouvoir.

Aux élections législatives de 1981, le Front national (FN) obtenait un score de 0,18 %. Son leader, Jean-Marie Le Pen, n'avait pas réussi à se présenter à la présidentielle. À peine cinq ans de gouvernement de gauche plus tard, le FN était durablement dans le paysage politique. Le lien est profond car les Mitterrand, les Marchais, ainsi que les principaux dirigeants syndicaux avaient passé des années à faire croire aux travailleurs que l'alternative électorale allait « changer la vie », selon un de leurs slogans des années 1970. Pour cela, Mitterrand avait même parlé dans ses discours de rupture avec le capitalisme.

Après l'élection de Mitterrand, les espoirs de millions de travailleurs se transformèrent en stupeur. Pendant que des centaines d'usines fermaient, les banquiers pouvaient continuer à s'enrichir. Des milliers de militants du Parti communiste, du Parti socialiste, de la CGT, qui animaient la vie politique et les organisations ouvrières cessèrent progressivement de le faire, se contentant de dire qu'il fallait faire confiance au gouvernement. Si on ajoute la propagande patriotique dont le PCF s'était fait le champion, le terrain était préparé pour les idées agitées par l'extrême droite.

Si les dirigeants des partis de gauche avaient

été réellement déterminés à lutter contre l'influence de l'extrême droite, ils auraient dû reconnaître leurs responsabilités dans sa montée spectaculaire. Il n'en fut jamais question. En 1997, après une dissolution de l'Assemblée nationale par Chirac, la « gauche plurielle » se présenta comme particulièrement unitaire, allant du centre au PCF. Mélenchon était de la partie. À nouveau, face à la pauvreté et aux fermetures d'usines, il fut question de promesses, mais en aucun cas d'inciter les travailleurs à se fier à leurs propres forces et à leur organisation. Une fois au gouvernement, Lionel Jospin et ses ministres accompagnèrent les fermetures d'entreprises et en privatisèrent plus que tous les gouvernements de droite ne l'avaient fait avant eux. La loi des 35 heures se révéla une duperie du fait des



Mitterrand et Marchais le 10 mai 1981.

contreparties données au patronat. Le fruit de cette politique fut, en 2002, l'accès de Le Pen pour la première fois au second tour de l'élection présidentielle.

Il fallut ensuite tout le mépris manifesté par Chirac et Sarkozy durant leurs mandats pour amener Hollande et son gouvernement au pouvoir en 2012. Peu de travailleurs croyaient sérieusement au « changement » qu'ils promettaient. Et en effet, Hollande mit peu de temps à montrer à nouveau à quel point il s'était

moqué d'eux, en promulguant, entre autres, son emblématique loi Travail. Un de ses Premiers ministres, Manuel Valls, se rendit célèbre pour ses sorties à la limite du racisme.

Dans le programme du NFP, le terme « rupture » est désormais préféré à « changement », mais Hollande, comme un symbole, a tenu à être un de ses candidats et à s'inscrire dans sa démarche, et Jospin à la soutenir. On continue de creuser le même sillon.

Thomas Baumer

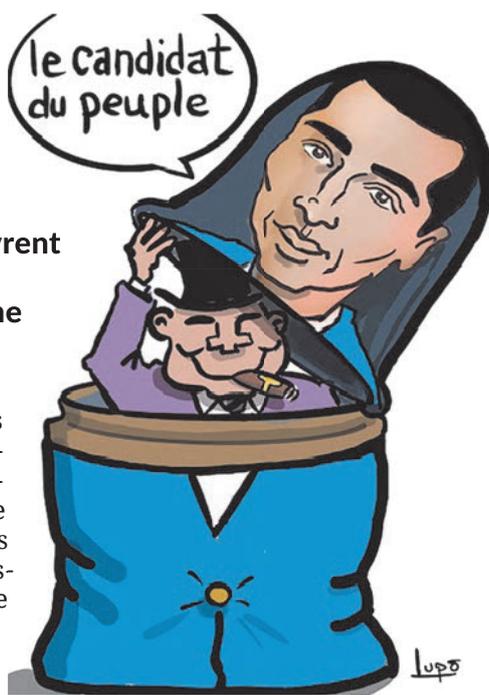
Bardella & Co : prêts à servir la bourgeoisie

Alors que les portes de Matignon s'entrouvrent devant Bardella, le RN infléchit son programme de façon qu'il apparaisse comme respectant le moindre désir de la grande bourgeoisie et du patronat français.

En 2023, Le Pen se disait opposée à la réforme des retraites de Macron mais, conformément à son ADN antiouvrier, elle dénonçait les grèves. Bardella promettait encore, il y a quelques semaines, le retour de la retraite à 62 ans après la dissolution de l'Assemblée. Le RN a opéré un tournant en 48 heures. Dès le 11 juin, il a affirmé qu'il ne reverrait la question des retraites que dans un « second temps » s'il accède au pouvoir. Puis on a assisté à une série d'allers et retours sur cette question.

Le RN ne manque pas de parler du pouvoir d'achat des classes populaires amputé par la flambée des prix. Mais jamais il n'envisage de faire payer le patronat, pourtant principal responsable des bas salaires

et des pensions de retraite misérables et principal bénéficiaire de la hausse des prix. Le RN s'inscrit au contraire dans la lignée des gouvernements, de droite comme de gauche qui, depuis vingt ans, ont fait exploser les subventions au patronat et les exonérations fiscales pour les grandes entreprises. Il promet de nouvelles exonérations sur les cotisations sociales dites patronales de façon, dit-il comme tous les autres, à les inciter à augmenter les salaires. On connaît le résultat : moins de cotisations patronales et les salaires bloqués !



Quelques promesses sociales ont été utiles au RN pour s'adresser à l'électorat ouvrier mais il sait que, s'il parvient à la tête du gouvernement, il lui faudra rapidement les renier. Il sait dès maintenant qu'il lui faudra surtout obéir au grand patronat et aux banques, habitués à s'adresser à Matignon pour demander et obtenir ce qu'ils veulent.

Marlène Stanis

Bolloré-Ciotti : petite entente entre amis

En parallèle de ses tractations avec le Rassemblement national pour les législatives, Éric Ciotti, président des Républicains (LR), s'est paraît-il rendu dès le 10 juin chez le milliardaire Bolloré pour concocter l'annonce de « l'union des droites ».

Vincent Bolloré s'est prononcé maintes fois pour une alliance de la droite (LR), du RN et de Reconquête ! Catholique traditionaliste, connu pour ses idées réactionnaires, dont la « défense de l'Occident chrétien », et pour son soutien de longue date à la droite la plus conservatrice, et notamment à Éric Zemmour, Bolloré est aussi le propriétaire d'un empire médiatique qui va de CNews au *Journal du dimanche*, en passant par *Paris Match* et Europe 1.

De son côté, Ciotti avait déclaré en 2022 qu'il voterait Zemmour si ce dernier se retrouvait face à Macron au second tour de la présidentielle, et avait multiplié les appels du pied à l'extrême droite ces dernières années. Bien peu de choses séparent les politiciens LR du RN et de Reconquête, dont les idées antiouvrières et anti-immigrés constituent le fonds de commerce.

Surtout, les résultats de Bardella lors des élections européennes font planer une lourde menace sur les sièges d'un certain nombre d'élus Les Républicains à l'Assemblée nationale. Ciotti espérait donc le soutien de plusieurs dizaines de députés LR, en se ralliant au parti de Marine Le Pen et Jordan Bardella pour les élections législatives. L'annonce de cette alliance a ensuite été orchestrée par les médias de Bolloré. Et le journaliste Pascal Praud de faire ainsi la louange d'Éric Ciotti sur CNews : « (il) a écouté ses militants, ça arrive parfois pour un chef politique ».

Patron des médias, politiciens de droite et d'extrême droite diffusent main dans la main leurs idées réactionnaires et s'associent pour leur donner le plus de place possible à l'Assemblée nationale.

M. S.

Nouveau Front populaire : une protection contre l'extrême droite ?

Même si les responsables des partis de gauche et des principaux syndicats promettent monts et merveilles d'un gouvernement de Front populaire, leur véritable et pour tout dire unique argument est d'éviter d'avoir Bardella à Matignon.

Ils ont certes raison de prévoir qu'un Bardella continuerait en pire la politique de Macron en faveur des plus riches, ne tiendrait aucune de ses maigres et évanescents promesses sur les retraites et les allocations chômage, continuerait à détruire les services publics pour payer les intérêts d'une dette creusée pour aider le grand patronat. Ils ont aussi raison de redouter une flambée de mesures contre les immigrés et une libération de la violence des racistes et des islamophobes avec ou sans uniforme. Le mensonge n'est pas dans ces sombres mais réalistes prédictions, il est dans l'affirmation que le Front populaire éviterait de telles calamités.

Le gouvernement de gauche de juillet 2024, s'il existe, se trouvera comme ces prédécesseurs face aux exigences du capital. La simple augmentation des salaires et leur indexation sur les prix se heurtera à cet obstacle. La crise économique continuant de s'approfondir et de sévir, on peut prévoir que la pression patronale se traduira par la poursuite des licenciements, du blocage des salaires, de la hausse des prix, du travail forcé et gratuit pour les chômeurs, des expulsions locatives, la misère croissante et la ruine des petits commerçants des quartiers populaires, des petits agriculteurs et entrepreneurs. Et même, si le Front populaire ne satisfait

pas les revendications immédiates des travailleurs, le risque est qu'il devienne une cible contre laquelle se mobiliseront les couches de petits bourgeois ruinés qui iraient renforcer ainsi les troupes du RN.

La gauche, quand elle est au pouvoir, ne cède pas seulement devant le grand patronat, elle plie aussi devant l'appareil d'État, les généraux et les policiers. Largement gangrenés par le racisme, les policiers à la gâchette facile et les contrôleurs au faciès continueront à sévir et à être couverts par leur hiérarchie et, n'en doutons pas, par leur ministre, même socialiste. Bien sûr, avoir un Bardella à Matignon encouragerait les excités racistes mais à l'inverse un gouvernement de gauche ne ferait certainement rien pour les calmer et pour rendre la police moins complaisante envers eux.

La gauche au pouvoir,



n'ayant pas la volonté de s'attaquer au grand capital, ne trouverait pas les dizaines de milliards nécessaires pour remettre sur pied des services publics dignes de ce nom. Elle les trouverait en revanche pour les budgets militaires, pour les aides aux entreprises et pour payer les dettes des gouvernements précédents, c'est-à-dire pour continuer à engraisser le capital financier et les quelques familles bourgeoises qui le détiennent.

En fonction des soubresauts de l'économie mondiale et des colères sociales, si cela ne dépend que de lui, un gouvernement de gauche continuera la politique de

Attal ou commencera celle prévue par Bardella, sous la présidence de Macron et en préparant son remplacement par Le Pen.

La seule véritable protection contre une telle évolution serait une poussée venant de la classe ouvrière pour imposer ses exigences, comme cela s'était produit en 1936, en fait contre la volonté des dirigeants du Front populaire de l'époque. C'est à cela que les travailleurs doivent se préparer, en étant décidés cette fois à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire à arracher le pouvoir à la bourgeoisie pour l'exercer eux-mêmes.

Paul Galois

Hollande, Rousseau : des ennemis des travailleurs candidats

L'ancien président François Hollande s'est porté candidat pour le Nouveau Front populaire et a été investi par le Parti socialiste dans la première circonscription de Corrèze.

On trouve aussi dans la septième circonscription des Yvelines le candidat du Nouveau Front populaire Aurélien Rousseau, qui était il n'y a pas longtemps ministre de la Santé de Macron.

Ces candidatures pourraient sembler desservir une alliance qui prétend en finir avec les régressions sociales ou promouvoir un plan de recrutement dans la santé. Elles ne peuvent en effet que renforcer la méfiance de tous ceux qui se demandent : « Pourquoi ne l'ont-ils pas fait avant, alors qu'ils étaient au pouvoir ? »

Les travailleurs se souviennent des mois de manifestations qui avaient accompagné en 2016 la présentation de la loi Travail par la ministre de François Hollande Myriam El

Khomri. Cette loi s'était traduite par la facilitation des licenciements économiques, le plafonnement des indemnités prud'homales et l'allongement du temps de travail. Les syndicats en lutte contre ce démantèlement du Code du travail avaient été sommés de décommander leurs manifestations, et finalement obligés à Paris de tourner en rond entre deux cordons de CRS. Quant à Aurélien Rousseau, après avoir été le directeur de cabinet d'Élisabeth Borne, il a été en tant que ministre de la Santé le défenseur du doublement des franchises médicales et a apporté sa pierre au démantèlement de l'hôpital public, comme tous ses prédécesseurs.

Leur passé n'a pourtant pas disqualifié cet



Le 9 avril 2016 à Rennes contre la loi Travail.

ex-président et cet ex-ministre pour représenter le Nouveau Front populaire. Ce fait en dit plus long que toutes les promesses des partis qui composent l'alliance de gauche. Ayant fait leurs preuves contre le monde du travail, des candidats comme Hollande, Rousseau et d'autres apportent la garantie que, une fois son programme électoral jeté aux poubelles, le Nouveau Front populaire saura faire la politique dictée par la bourgeoisie.

Daniel Mescla

Pas touche à l'armée !

Le programme du Nouveau Front populaire prétend œuvrer pour la paix, mais s'incline en fait devant la politique guerrière de Macron en refusant de toucher à l'économie de guerre.

Le programme adopté par les partis de gauche promet en effet en préambule de défendre « indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien » par « les livraisons d'armes nécessaires », l'effacement de sa dette, la saisie des avoirs des oligarques russes, et ajoute même « l'envoi de casques bleus pour sécuriser les centrales nucléaires ».

Gluksmann, tête de liste PS-Place publique, aux Européennes, a déclaré : « C'est pour éviter que l'Europe entière ne plonge dans la guerre qu'il nous faut nous réarmer et armer la résistance ukrainienne, alors que la perspective d'un grand lâchage américain

se précise. »

Quant au PCF, pour faire bonne mesure, son porte-parole Fabien Roussel réclamait encore au moment du vote du budget de l'armement en 2023 « un budget plus important permettant de nous prémunir, nous protéger des menaces, des cyberattaques, d'investir dans la recherche, dans de nouvelles technologies : pour permettre à nos soldats d'être mieux équipés, de pouvoir s'entraîner, d'avoir des équipements modernisés ».

Les travailleurs peuvent savoir à quoi s'en tenir avec ces « amis de la paix » : ils les enverront au front sans le moindre état d'âme.

Aline Urbain

Front populaire : ce qu'il fut vraiment en 1936

En baptisant leur alliance électorale Nouveau Front populaire, les partis de gauche renvoient évidemment au Front populaire de 1936, en s'appuyant sur l'idée que celui-ci aurait « changé la vie » des travailleurs.

Cette référence au mythe du progrès représenté par le Front populaire occulte le fait que ce n'est pas le gouvernement de Léon Blum qui a imposé des avancées sociales mais la grève générale qui l'y a obligé. Elle oublie aussi soigneusement de rappeler que le Front populaire n'a en rien protégé les travailleurs de l'évolution catastrophique qui a suivi 1936.

Les panneaux brandis par de nombreux participants aux manifestations du samedi 15 juin attestent de la réussite de cette escroquerie politique : « 1936-2024, même combat », « Blum, quand notre cœur fait Blum ». C'est le résultat de la propagande inlassablement répétée par les responsables des partis de gauche selon laquelle le Front populaire de 1936 aurait non seulement été à l'origine des 40 heures et des congés payés, mais aussi un barrage efficace contre l'extrême droite. Mais c'est un mensonge.

L'alliance électorale conclue en 1935 entre la SFIO (Parti socialiste), le Parti communiste et le Parti radical en vue des élections législatives du printemps 1936, ne prévoyait nulle « rupture » avec le capitalisme et ne contenait que de modestes propositions de réformes sociales, bien calculées pour ne pas effrayer l'électorat de la petite bourgeoisie.

C'est après la victoire électorale du Front populaire, le 3 mai 1936, que se développa la lame de fond de la grève générale. C'est elle qui changea la donne, lorsque, fin mai et début juin 1936, deux millions de travailleurs se mirent en grève. Cette explosion sociale, marquée par l'occupation des usines, remettait en cause, de fait, la propriété privée des capitalistes. Face à elle, le gouvernement de Front populaire fut avant tout préoccupé d'éviter qu'elle se transforme en mouvement

révolutionnaire. Il s'agissait de protéger les intérêts de la bourgeoisie et, alors que Blum lui-même n'avait aucune intention de céder aux grévistes, c'est le grand patronat, tétanisé par les occupations d'usine, qui se décida à des concessions. Il fit pression pour obtenir le plus vite possible la signature des accords dits de Matignon, instituant les conventions collectives, les délégués du personnel et d'importantes augmentations de salaire. Des lois votées à la fin du mois de juin, dans la foulée de la grève, établirent la semaine de 40 heures et deux semaines de congés payés, alors que ce dernier point ne figurait pas dans le programme du Front populaire.

La signature des accords de Matignon n'ayant pas suffi à éteindre l'incendie, c'est la CGT et le Parti communiste qui mirent leur poids dans la balance pour faire reprendre le travail. La CGT écrivit : « Nous devons, nous travailleurs, faire honneur à notre signature et appliquer loyalement et pleinement les clauses de l'accord conclu », et le secrétaire général du PC, Maurice Thorez,



20 avril 1936, manifestation ouvrière.

expliqua qu'il fallait « savoir terminer une grève ».

Les pleins pouvoirs à Pétain

L'histoire du Front populaire ne s'arrête pas au printemps 1936, quoi qu'en disent les fables entretenues par les partis de gauche actuels. À peine un an après son élection, le gouvernement décrétait une « pause dans les réformes ». En mars 1937, le ministre de l'Intérieur socialiste, Marx Dormoy, faisait tirer sur une manifestation ouvrière à Clichy, faisant six morts et 300 blessés.

Un an plus tard, en 1938, le nouveau chef du gouvernement, Daladier, soutenu par la même chambre de Front populaire, rétablissait la semaine de 48 heures pour « remettre la France au travail », avant de prononcer l'interdiction du Parti communiste en 1939. Enfin, le

dernier acte politique des députés du Front populaire fut de voter, à une écrasante majorité, les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

Il faut ajouter que, dans l'Espagne voisine, la victoire d'un autre Front populaire se heurta au coup d'État militaire du général Franco. Le gouvernement de Léon Blum refusa alors toute intervention, ce qui facilita la victoire de Franco.

Le Front populaire, dans sa version de 1936, n'a été ni un obstacle à la marche vers la Deuxième Guerre mondiale ni le protecteur des travailleurs contre la rapacité patronale, ou même contre la mise en place d'un régime autoritaire pro-nazi.

La version de 2024, composée de partis compromis de longue date dans la gestion des affaires de la bourgeoisie, ne mérite pas plus de confiance.

Pierre Vandrille

L'unité qui compte : celle des travailleurs en lutte

La possibilité d'une majorité d'extrême droite à l'Assemblée nationale, à l'issue des élections législatives, a incité les partis de la gauche gouvernementale à s'allier dans le Nouveau Front populaire afin de ne présenter qu'un seul candidat ainsi labellisé dans chaque circonscription.

Cette énième version de l'Union de la gauche fait le calcul que l'aspiration à l'unité est toujours puissante parmi les militants et les électeurs de gauche. Mais cette combinaison électorale est-elle un pas vers l'unité indispensable du monde du travail contre les attaques de la classe capitaliste, la menace de l'extrême droite et la marche à la guerre ?

La classe ouvrière ne peut non seulement vaincre mais même mener des luttes défensives sans regrouper ses forces et passer elle-même à l'action. Historiquement, les partis et syndicats ouvriers avaient été créés

pour jouer ce rôle. Mais la bourgeoisie, en particulier dans les pays impérialistes, a su rallier au « ministérialisme » dès le début du 20^e siècle et à l'Union sacrée en 1914 une large partie des dirigeants des partis ouvriers et des syndicats, dont les Hollande, Mélenchon, Roussel sont aujourd'hui les descendants. En se comportant, non en représentants de la classe ouvrière, mais en représentants de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, ces dirigeants dits « réformistes » ont trahi les révoltes et révolutions ouvrières dans les années 1918-1919 et donné un répit au capitalisme. Ils

représentaient un facteur de division important et de paralysie dans le mouvement ouvrier.

Les communistes, ceux qui, avec Lénine et Trotsky, étaient restés fidèles aux idées révolutionnaires et se sont retrouvés à la tête de l'Internationale communiste, ont su définir une tactique pour surmonter la division de la classe ouvrière. Cette politique dite du front unique ouvrier n'avait rien à voir avec la tactique des « Fronts populaires » ou autres « Blocs des gauches », qui n'ont été qu'une manière d'enchaîner les travailleurs derrière des politiques au service de la bourgeoisie. Les partis communistes devaient absolument garder leur indépendance politique, mais en même temps proposer des actions communes et concrètes à l'ensemble des

travailleurs pour défendre leurs intérêts et revendications de classe et faire progresser leur conscience.

Quel que soit le gouvernement qui sortira des élections législatives, il sera un adversaire des classes laborieuses. Le rôle des révolutionnaires est

dès aujourd'hui de prévenir les travailleurs face aux illusions qu'ils pourraient avoir dans les promesses des uns ou des autres. Il sera aussi d'être à leurs côtés pour contrôler, surveiller les faits et gestes du nouveau gouvernement.

Christian Bernac



Rue de Siam à Brest en mai 1968.

Gaza : pas de pause dans le massacre

L'armée israélienne a annoncé, dimanche 16 juin, qu'elle observerait « une pause tactique » quotidienne de 8 heures à 19 heures dans le sud de la bande de Gaza pour « accroître le volume d'aide humanitaire entrant » sur le territoire palestinien.

Cet arrêt des opérations militaires concernerait seulement un tronçon routier d'une dizaine de kilomètres menant du poste frontière israélien de Kerem Shalom à l'hôpital européen de Rafah. Pour autant qu'elle soit réellement respectée, cette « pause » ne constitue pas du tout un cessez-le-feu. « Les combats à Rafah continuent », a tenu à préciser l'état-major. Les bombardements se sont poursuivis, notamment la nuit, dans le sud et le centre de Gaza, tuant au moins dix personnes en 24 heures. Le dernier recensement du ministère de la Santé du Hamas fait état de plus de 37 340 victimes depuis le début de la guerre.

Dans ces conditions, l'amélioration de l'acheminement de l'aide humanitaire ne pourra être que très limitée. Depuis le 6 mai, Israël a fermé le poste frontière de Rafah entre l'Égypte et Gaza, par lequel transitait la majorité des convois. Durant un mois, refusant de coopérer avec les organisations humanitaires, les

autorités israéliennes ont laissé passer en priorité par Kerem Shalom des entrepreneurs gazaouis qui vendaient leurs cargaisons sur les marchés, alimentant ainsi les trafics et une hausse très importante des prix des denrées alimentaires. Ce détournement de l'aide humanitaire aggrave encore les pénuries. La situation est encore pire dans le nord de Gaza, privé quasiment de toute aide humanitaire depuis des mois.

Pourtant, le fait que l'état-major ait décidé une pause même très limitée des combats a suffi à provoquer une accentuation de la crise politique en Israël. Le Premier ministre Netanyahu, qui, semble-t-il, n'avait pas été informé de cette décision, a déclaré aux militaires que ces pauses étaient inacceptables. Le ministre d'extrême droite de la Sécurité nationale, Ben Gvir, a déclaré, lui, que toute notion de « pause », « surtout pour des livraisons humanitaires », risquait de saper l'effort de guerre.



Manifestation anti-Netanyahou, le 15 juin à Tel-Aviv.

Face à cette extrême droite ultranationaliste, qui se déclare en faveur de l'annexion de Gaza et de la Cisjordanie et de l'expulsion de sa population palestinienne, une autre partie de la population israélienne se mobilise, elle, contre Netanyahu, sa politique de guerre à outrance et son refus d'engager des négociations avec le Hamas pour obtenir la libération des otages. Des milliers d'Israéliens ont manifesté lundi 17 juin pour exiger la démission du gouvernement et l'organisation d'élections anticipées. D'autres mobilisations doivent avoir lieu dans

la semaine, avec pour objectif de faire sortir un million d'Israéliens dans la rue.

Le départ de Benny Gantz, ancien général, politicien de centre droit et principale figure de l'opposition à Netanyahu, a entraîné la dissolution du cabinet de guerre, sorte de gouvernement d'union nationale constitué au lendemain du 7 octobre. Gantz espère capitaliser à son profit la contestation qui s'exprime de plus en plus fortement, sans pour autant remettre en cause la politique menée par Netanyahu, à laquelle il a d'ailleurs été

associé. Pour rester au pouvoir, Netanyahu a plus que jamais besoin du soutien de l'extrême droite et, pour le conserver, il ne peut que poursuivre sa fuite en avant guerrière.

Après 75 ans de politique de négation des droits des Palestiniens et de colonisation de leurs terres, la politique des dirigeants israéliens continue d'enfoncer leur peuple et toute la société dans l'impasse, tant il est vrai qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut ni vivre libre, ni connaître la paix.

Marc Rémy

Israël-Liban : vers une escalade guerrière ?

La guerre va-t-elle s'intensifier entre Israël et le Hezbollah, alors que depuis huit mois, les tirs de roquettes lancés par celui-ci, depuis le sud du Liban vers le nord d'Israël, en soutien au Hamas, sont quotidiens.

Récemment, le Hezbollah a eu recours à des drones lance-missiles qui ont pénétré plus en profondeur en Israël, déjouant les systèmes d'alerte.

Les attaques israéliennes, elles, ne visent plus seulement la zone frontalière mais aussi plus à l'est du Liban et la plaine de la Bekaa. Les échanges de tirs jusque-là mesurés se sont intensifiés

et ont provoqué des dégâts humains et matériels de chaque côté de la frontière. 120 000 Libanais et 80 000 Israéliens ont été déplacés et on dénombre depuis octobre 450 morts dont 90 civils côté libanais, et 26 morts dont 11 civils côté israélien.

Jusqu'à présent, les deux protagonistes ont évité de franchir une ligne rouge qui

les entraînerait dans une nouvelle guerre que ni eux ni leurs parrains respectifs, les États-Unis et l'Iran, ne souhaitent. Mais l'actuelle intensification des attaques s'accompagne dans les discours d'une surenchère guerrière qui pourrait présager une extension de la guerre.

Dans la guerre qu'il mène à Gaza, malgré les massacres de civils et les destructions, Netanyahu a échoué à faire libérer les otages et à éradiquer le Hamas comme il en avait la prétention. Celui-ci continue à harceler les forces israéliennes et ses représentants sont invités à négocier les termes d'une trêve que Netanyahu et ses ministres d'extrême droite refusent. Impopulaire et contesté avant la guerre, Netanyahu peut craindre que la fin de la guerre signifie sa mort politique. Pour prolonger son pouvoir, il a tout intérêt à ce que la guerre dure et que la population israélienne

continue à vivre dans la crainte. Aussi Netanyahu exploite-t-il de plus en plus le conflit avec le Hezbollah et se dit « prêt pour une opération très intense » à sa frontière nord avec le Liban. Il obéit aussi à la pression de l'extrême droite, qui en appelle à une intervention militaire qui réglerait son compte au Hezbollah et viserait Beyrouth. Il est aussi sous la pression des 80 000 déplacés qui ne peuvent pas rentrer chez eux. Se lancerait-il dans un nouveau front aux conséquences bien plus graves ? Les responsables de l'état-major israélien ne cachent pas leur volonté de repousser le Hezbollah afin qu'il évacue la zone frontière au-delà du fleuve Litani, mais il ne semble pas qu'ils soient prêts à lancer une armée déjà mobilisée à Gaza et en Cisjordanie dans une telle offensive. Dans le contexte actuel cela signifierait envahir le Sud-Liban et engager des

forces considérables. D'après des témoignages, la lassitude s'installe dans les rangs de l'armée israélienne, alors que cette guerre est déjà la plus longue de son histoire. Par ailleurs, les responsables de l'état-major israélien savent que le Hezbollah est un adversaire plus aguerri et redoutable que le Hamas.

En réalité, le dirigeant du Hezbollah, Hassan Nasrallah, ne souhaite pas se lancer dans un conflit frontal avec Israël. Lors de ses tirs de roquettes, le Hezbollah dit prendre soin d'épargner au maximum les civils israéliens. Alors que la population libanaise est hostile à une nouvelle guerre et subit une crise sociale sans précédent, le Hezbollah ne veut pas apparaître comme l'agresseur et le responsable de l'escalade. Mais avec la prolongation de la guerre à Gaza et la fuite en avant de Netanyahu, une nouvelle guerre n'est pas exclue.

Leïla Wahda



Fumée causée par une frappe israélienne, à Al-Najariah au Liban, le 17 mai.

Ukraine : ils font la guerre en parlant de paix

La Suisse a accueilli, mi-juin, ce qui se présentait comme la première grande réunion internationale sur la paix en Ukraine. Près d'une centaine de délégations étaient présentes, il ne manquait que la Chine et l'un des deux principaux intéressés, la Russie.



La conférence du 15 juin.

D'évidence, les autres grandes et moyennes puissances n'attendaient pas grand-chose de cette conférence. Beaucoup n'avaient envoyé que des ministres de second rang. Et quand il s'agissait de chefs d'État ou de gouvernement, ils n'ont fait qu'un passage éclair. Ainsi, la vice-présidente des États-Unis n'est restée que quelques heures et Macron, « arrivé le dernier, [est] reparti parmi les premiers » signale *Le Monde*. Bien sûr, tous n'en ont pas moins tenu à figurer sur la photo. À défaut de faire oublier qu'ils arment l'Ukraine et poussent à l'escalade guerrière avec la

Russie, cela est censé prouver aux opinions publiques que leurs dirigeants se préoccupent de la paix dans le monde.

Mais même dans le genre « cela ne coûte rien de faire semblant », la conférence est loin d'avoir été une réussite, comme l'ont relevé tous les médias. À côté des États impérialistes parrains et soutiens de Kiev, les BRICS (Inde, Brésil, Afrique du sud, Arabie saoudite, en plus de la Russie et de la Chine non invitées) ont tous refusé de signer une déclaration finale pourtant présentée comme un timide rappel des « grands

principes », et ils n'ont pas été les seuls. Quant aux 79 signataires de l'engagement notamment à faire respecter l'intégrité territoriale des États, dont celle de l'Ukraine, tout le monde sait que les plus puissants, États-Unis, Grande-Bretagne, France et Allemagne, ne manquent pas une occasion de s'asseoir sur ces prétendus grands principes dès que leurs intérêts l'exigent. C'est ce que rappelle la partition de la Corée, qu'ils font durer depuis sept décennies, la séparation du Kosovo, qu'ils ont imposée à la Serbie il y a trente ans, et bien sûr, la spoliation des territoires palestiniens, qu'ils soutiennent diplomatiquement et militairement depuis la création de l'État d'Israël...

Deux ans et demi après le début de la guerre en Ukraine, les dirigeants du monde occidental cherchent à donner le change, tout en continuant d'annoncer, comme ils venaient de le faire à la réunion du G7, un nouveau crédit de 50 milliards de dollars à Kiev. Encore 1,5 milliard lui a été promis en Suisse par Kamala Harris, sur fond de livraison imminente de F-16 américains et, d'ici la fin de l'année, celle de Mirage 2000, dont la France, entre autres,

entraîne les futurs pilotes.

Tout cela reste favorable aux marchands d'armes et capitalistes occidentaux qui reçoivent des commandes militaires ou auxquels leur État garantit des prises de guerre industrielles et commerciales en Ukraine en échange de son « aide » à Kiev.

À la sortie de cette prétendue conférence de paix, la question « comment et quand

impliquer [officiellement] la Russie » reste ouverte, selon la présidente de la Confédération helvétique. Et ce qui reste grand ouvert pour les peuples ukrainien et russe, ce sont les gueules des canons, les tranchées sur la ligne de front et les terrains des cimetières où l'on ensevelit toujours plus de victimes civiles et militaires.

Pierre Laffitte

Égypte : ni pain, ni liberté, ni justice sociale

« Pain, liberté, justice sociale ! » criaient les manifestants de janvier 2011 au Caire. Ce n'était pas qu'un symbole car le pain, en particulier le pain subventionné, représente la base de la nourriture des millions de pauvres d'Égypte.



Or, dans ce pays de 106 millions d'habitants, dont près des trois quarts vivent sous le seuil de pauvreté, le prix du pain baladi, la galette de base subventionnée à laquelle ont droit nombre de travailleurs et de pauvres, vient d'être quadruplé depuis le 1^{er} juin.

La galette a déjà été réduite de 150 à 90 grammes, et maintenant son prix, inchangé depuis 1988, va passer de cinq à vingt piastres. Une famille ayant droit à cinq pains par personne et par jour, l'augmentation de la dépense est conséquente ! Elle l'est d'autant plus pour les familles ouvrières, compte tenu de la part du pain dans leur alimentation, consistant essentiellement en pain, pommes de terre et fèves. Les prix alimentaires ayant subi une inflation plus forte que l'ensemble

des prix, officiellement 32 % par an, la viande est un aliment extrêmement rare pour la plupart des familles, et s'en procurer pour les fêtes récentes de l'Aïd était hors de portée.

En réalité, le gouvernement du dictateur Sissi obéit aussi aux directives du FMI et de la Banque mondiale, qui lui intiment de supprimer, notamment, la subvention sur le pain pour économiser cinq milliards de livres égyptiennes. Le nouveau prêt consenti par la finance internationale à l'Égypte était à ce prix.

De plus, le gouvernement devant importer 5 à 5,5 millions de tonnes de blé dur par an, ce sont encore les plus pauvres qui supporteront les conséquences de l'augmentation spéculative actuelle des prix de cette céréale.

Viviane Lafont

Colombie : les crimes de Chiquita

Un jury fédéral de Floride vient d'estimer que la multinationale Chiquita Brands, spécialisée dans les fruits, était responsable financièrement d'assassinats de paysans en Colombie de 1997 à 2004.

La culture des fruits tropicaux, leur mise en boîte de conserve et leur commercialisation ont fait la fortune des actionnaires de cette grande entreprise, fondée en 1899 en tant que United Fruit Company, et qui a deux sièges mondiaux : l'un en Floride et l'autre en Suisse. En 1989, elle a éprouvé le besoin de changer de nom pour se laver des crimes commis durant tout le 20^e siècle en Amérique latine : financement de coups d'État, liens avec des dictateurs qui assuraient la profitabilité de ses plantations, organisation d'assassinats d'opposants, etc.

En Colombie, Chiquita a financé les paramilitaires des AUC qui tuaient tous ceux, simples paysans ou syndicalistes, qui s'opposaient à la dictature patronale. Elle a

reconnu leur avoir donné plusieurs millions de dollars pour faire régner leur ordre sanglant dans une zone où se situaient ses plantations, même après que les AUC avaient été déclarées « organisation terroriste » en 2001 par le gouvernement des États-Unis.

En reconnaissant sa culpabilité et en payant 25 millions de dollars d'amende en 2007, Chiquita a échappé à un procès pénal pour meurtre. Mais les familles des 5 000 paysans colombiens tués pour que Chiquita puisse racheter leurs terres à bas prix n'ont pas voulu en rester là. Leurs avocats ont déposé des dossiers d'indemnisation, dont huit viennent d'aboutir à la condamnation de Chiquita à leur verser 38,3 millions de dollars en dommages et intérêts.

D'autres procès de ce type vont suivre. Peut-être aboutiront-ils aussi à des condamnations, bien que Chiquita ait fait appel et compte sur le soutien de longue date des autorités américaines. En effet, celles-ci n'ignorent rien des méthodes des géants capitalistes dans leur « arrière-cour » latino-américaine. Ainsi, en 1928, l'ambassadeur américain en Colombie rapportait en ces termes à son ministre à Washington la tournure prise par une grève dans des plantations colombiennes : « J'ai l'honneur de vous faire savoir que le représentant à Bogota de l'United Fruit Company m'a dit hier que le nombre de grévistes tués par l'armée colombienne [équipée et entraînée par les États-Unis] excédait un millier. »

En son temps, Marx écrivait que « le capital [...] sue le sang et la boue par tous les pores ». Il n'a pas été démenti depuis...

Lucien Déroit

Haiti : "Imposons un rapport de force favorable aux masses exploitées"

Devant l'effondrement de l'État en Haïti, les Nations Unies avaient voté en octobre l'envoi d'une Mission multinationale d'appui à la sécurité, c'est-à-dire d'une force militaire. Elle serait sur le point d'arriver. Cet article est l'éditorial du 6 juin du journal *La Voix des travailleurs* édité par l'OTR (Organisation des Travailleurs révolutionnaires) - Union communiste internationaliste-Haïti, consacré à cette question.

Dans de nombreux quartiers populaires, la population exprime son soutien à l'arrivée des soldats étrangers. Découragée, elle y voit un moyen de faire fléchir les gangs et une circonstance favorable qui faciliterait son entrée en lutte. On est loin de l'opération « bwa kale » contre les gangs l'année

dernière, quand les manifestants dénonçaient l'intervention militaire de l'impérialisme américain comme un appui aux classes riches et aux gangs contre lesquels ils se battaient dans les rues à juste titre. L'impérialisme ne fait pas débarquer son matériel militaire en soutien aux revendications de

la classe ouvrière, pas plus qu'il ne vient pour reconstruire les maisons détruites dans les quartiers populaires, les hôpitaux publics, etc. Il vient pour rétablir l'ordre capitaliste orthodoxe mis à mal par les gangs armés, en remettant en selle la même vieille classe politique corrompue, la même classe bourgeoise rapace.

S'il doit engager la bataille contre les gangs, l'impérialisme tolérera peut-être de la population le déchouquage de quelques bandits. Mais si ses revendications débordent ce cadre restreint et se dirigent contre les intérêts des classes possédantes et contre le système capitaliste, nul doute que ces mêmes matériaux seront utilisés contre les classes populaires. Telle sera la nouvelle réalité qui se dressera devant tous ceux qui se réclament du camp des travailleurs. La Mission multinationale de soutien à la sécurité sera objectivement, en cas de révolte des masses populaires contre le système capitaliste qui a

créé les gangs, un nouveau groupe armé à long terme qui se dressera contre leurs intérêts.

Loin de faire peur, une claire analyse des forces sur le terrain enlèvera toute illusion dans la tête des masses populaires dans la conduite claire de leurs luttes. Le contrôle du pays par les gangs a plongé les classes populaires dans une situation catastrophique. Leur situation n'était déjà pas enviable avant. Contre la classe dominante et contre les gangs, les classes exploitées doivent se battre pour imposer un rapport de

force qui pourra leur permettre d'obtenir la satisfaction de leurs revendications.

Les masses esclaves l'avaient fait pour arracher leur liberté en 1794, en imposant un rapport de force avec les métropoles esclavagistes de la France, de l'Espagne, de l'Angleterre. Elles l'ont refait une dizaine d'années plus tard pour arracher l'indépendance du pays des griffes de la France. Elles peuvent le faire en mieux aujourd'hui pour arracher la liberté de la classe ouvrière.

La Voix des Travailleurs



Des habitants du quartier de Carrefour-Feuilles à Port-au-Prince fuyant les affrontements entre gangs il y a quelques mois.

Démagogie des gangs dans les quartiers

Cela fait des années que les habitants de plusieurs quartiers sont pris en otages par des gangs. Certains se font kidnapper et sont tués.

Pour fuir les bandits, plusieurs d'entre eux sont obligés d'abandonner leurs maisons et vont se réfugier sur les places publiques, dans les bâtiments publics, ou sont hébergés par un proche.

Garder les habitants dans les quartiers, c'est une stratégie des gangs, qui utilisent celles et ceux qui restent comme boucliers humains. À chaque intervention policière ou combat entre gangs rivaux, beaucoup de ces personnes sont victimes. Depuis l'annonce de la venue de la Mission multinationale de soutien et de sécurité (MMSS), plusieurs chefs de gangs interviennent sur les réseaux sociaux contre cette mission et semblent visiblement paniqués. Car, comme par le passé, ils ont

peur de la réaction de la population dans les quartiers. Peur qu'elle se réveille, en prenant comme booster l'intervention de la force multinationale. Un discours qui circule dans plusieurs endroits. Certaines déclarations vont dans le sens de se procurer des armes pour démanteler les bandits.

Ces inquiétudes se reflètent dans les comportements démagogiques de certains chefs de gangs qui essaient de se faire passer comme proches de la population. Depuis quelque temps, sur les réseaux sociaux, on peut voir des chefs de gangs qui distribuent des enveloppes et de la nourriture aux gens. Ils organisent des manifestations, en forçant les gens à y participer de façon à exprimer leur

désaccord contre la force d'intervention. Ils se font filmer pendant qu'ils donnent des embrassades aux gens.

Ces comportements prouvent que les bandits ont plus peur de la colère des habitants des quartiers que de l'intervention de la force d'intervention. La population pauvre ne doit pas se laisser berner par les conduites démagogiques des gangs. Il ne peut y avoir de réconciliation possible entre les bandits et la population pauvre. Avec ou sans les interventions de la force internationale, la population peut se débarrasser de ces bandits ainsi que des patrons qui les financent. Ils l'ont déjà fait contre d'autres bandits dans le passé. Le « bwa kalé » de manière organisée reste une arme efficace à étendre dans tous les quartiers.

La Voix des Travailleurs

Une mission au chevet de la bourgeoisie

Ce sont les classes populaires qui payent le plus lourd tribut à la montée en puissance des gangs. Ce sont elles qui subissent l'essentiel des massacres, des crimes crapuleux, des viols, des guerres des gangs, des blocages des routes nationales, des conquêtes de territoires par les gangs, des incendies des maisons dans les quartiers populaires, de la flambée des prix des produits de première nécessité, des incendies des hôpitaux privés et publics, de la destruction des marchés publics, etc. Mais les classes riches en pâtissent aussi.

Mardi 4 juin 2024, la tentative de détournement de deux gros camions-citernes qui transportaient de l'essence a tourné à la catastrophe. Ayant raté leur coup, les bandits n'ont pas hésité à tirer sur l'un des camions, qui a pris feu au milieu d'un marché bondé.

Une semaine avant, un couple d'une riche famille américaine a été assassiné dans un faubourg de la capitale. Leurs dépouilles ont été exfiltrées au terme d'après négociations avec un chef de gang dont la tête est mise à prix par le gouvernement américain depuis plus de deux ans.

À l'annonce du déploiement des soldats étrangers, les gangs ont détruit

plusieurs commissariats de police à l'aide de pelleteuses, pendant plusieurs jours. Les camions de transport de marchandises sont détournés en permanence sur les routes. Des show-rooms, des entrepôts sont incendiés. Des bateaux sont interceptés sur les mers. Fermé pendant trois mois, l'aéroport Toussaint-Louverture de Port-au-Prince n'a recommencé à fonctionner qu'après l'intervention de l'armée américaine.

Isolée du reste du monde, ne pouvant pas compter sur la police dont nombre des membres sont inféodés aux gangs, la bourgeoisie s'en est remise à ses alliés internationaux pour lui venir en aide. La Mission multinationale de soutien à la sécurité (MMSS) est un renfort à l'État bourgeois, à la police qui est en pleine déconfiture.

Pour les masses populaires, les problèmes resteront entiers. Le problème de leur sécurité dans les quartiers et sur les routes, les problèmes du chômage, de la cherté de la vie, du salaire, du logement, des soins de santé perdureront tant que ce système d'exploitation restera en place.

Seules leurs luttes leur permettront de les atténuer.

La Voix des Travailleurs

Côte d'Ivoire : Bédié enterré, mais pas le poison de "l'ivoirité"

Dans leur journal *Le pouvoir aux travailleurs* du 8 juin, nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes dénoncent le spectacle hypocrite auquel a donné lieu l'enterrement du chantre de la xénophobie que fut l'ancien président Henri Konan Bédié.

Dix mois après sa mort, l'ex-président Bédié a été enterré en grande pompe le 1^{er} juin. Les Ouattara, Gbagbo et consorts sont venus rendre hommage à un des leurs, qu'ils ont qualifié d'« homme de paix ». En réalité, il faisait partie de leur monde de rapaces et de prédateurs, capables des pires bassesses pour se hisser au pouvoir et pour s'y maintenir.

Il n'est pas si loin le temps où Bédié avait lancé la politique de « l'ivoirité » pour écarter Ouattara, un de ses principaux concurrents, de la course présidentielle. C'était une propagande xénophobe et ethniste destinée à discréditer sa candidature sous prétexte qu'il était « de nationalité douteuse », du fait qu'il aurait une origine burkinabé. Finalement, ce sont tous les Burkinabé, vivant parfois de longue date en Côte d'Ivoire, en particulier les plus pauvres, qui furent visés, de même que des Maliens et plus généralement des gens du nord du pays.

Cette propagande xénophobe fut largement relayée par les médias entre les mains de l'État et du

parti de Bédié. Les forces de l'ordre ainsi que les loubards partisans de Bédié firent de nombreuses victimes qui avaient eu le malheur d'être désignées comme « étrangers ».

Par la suite, Gbagbo et son clan ont repris à leur tour ce poison xénophobe et ethniste, pour les mêmes raisons que Bédié. Les exactions des corps habillés, le racket policier et les actes de torture se sont multipliés à l'encontre des pauvres, et surtout contre ceux qui parmi eux ont été ciblés comme appartenant à une « ethnie adverse ». Leurs habitats furent parfois détruits par les partisans de Gbagbo, parmi lesquels figuraient des étudiants appartenant à la Fesci (Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire).

La crise politique de 2000 à 2010, qui a fait des milliers de morts, est le résultat de la lutte pour le pouvoir entre ces différentes factions de la bourgeoisie, aggravée par les propagandes haineuses distillées par les uns et par les autres.

Alors, quand tous ces gens font des louanges sur la dépouille de Bédié, il

faut comprendre qu'ils ont surtout en vue les élections présidentielles de 2025. Ce n'est pas à Bédié qu'ils s'adressent mais aux partisans de ce dernier, afin d'obtenir leurs votes à la prochaine élection. Tout en parlant de « paix », ils sont prêts à ressortir les machettes dans leur lutte pour le pouvoir et pour les privilèges.

Pendant ce temps, les travailleurs comme l'écrasante majorité de la population s'enfoncent dans la pauvreté, tandis que la minorité de riches qui détient les capitaux s'enrichit avec l'aide de l'État, quel que soit le clan au pouvoir.

Aux conditions de travail qui s'aggravent pour la classe ouvrière, s'ajoutent les bas salaires, le chômage et l'augmentation du coût

de la vie. Même quand on trouve du travail, on est condamné au statut de journalier et à errer d'une entreprise à une autre pour ne pas crever de faim.

Le gouvernement continue de chasser les populations pauvres de leurs habitats pour permettre aux riches d'accaparer les terrains libérés. C'est le cas en ce moment du quartier Abattoir, occupé depuis plusieurs décennies par les travailleurs du port et ceux de la zone industrielle de Vridi. Ils ont été chassés comme des animaux, sous prétexte que ce quartier était « insalubre ». Si la lutte contre l'insalubrité et pour le bien-être des populations était une préoccupation des dirigeants de ce pays, on l'aurait vu depuis très longtemps !

Ces gens-là sont prêts à

faire la guerre pour diriger l'État, car ce qui les motive avant tout c'est leur enrichissement personnel. Ils ne changeront jamais les choses en faveur des classes pauvres, car ils vivent précisément de l'exploitation des travailleurs des villes et des campagnes.

Seuls les travailleurs, c'est-à-dire ceux qui produisent les richesses et qui font fonctionner la société, peuvent mettre fin à cette situation en s'organisant pour défendre leurs intérêts de classe exploitée. C'est un combat à mort qu'ils auront à mener pour se libérer de l'exploitation capitaliste, mais aussi pour libérer la société tout entière de la domination de la classe parasitaire bourgeoise.

**Le pouvoir
aux travailleurs**



Une opération récente de déguerpissement au quartier Abattoir d'Abidjan.

Boeing : opacité et insécurité sont les mamelles du profit

Le 18 juin, une commission d'enquête du Sénat américain a auditionné le PDG de Boeing, suite à une série de scandales sur les conditions de sécurité douteuses dans lesquelles sont produits ces avions.



Le Boeing 737 MAX 9 d'Alaska Airlines, après son atterrissage d'urgence à Portland le 7 janvier 2024.

Le 30 avril, aux États-Unis, un deuxième lanceur d'alerte qui avait rendu publiques les malversations du constructeur d'avions Boeing avait été retrouvé mort dans des circonstances suspectes.

Cet homme, âgé de 45 ans et en très bonne santé, a été emporté par une pneumonie foudroyante. Il avait été licencié l'an dernier de son emploi de contrôleur qualité chez un sous-traitant de Boeing pour avoir signalé que des trous étaient mal percés dans des cloisons du 737 Max.

Un mois et demi auparavant, un autre lanceur d'alerte avait été retrouvé mort : il est supposé s'être auto-infligé une blessure mortelle dans sa voiture, juste avant son audition

par la justice. Cet ingénieur qualifié à la retraite avait indiqué que, pour accélérer la construction des avions et combler des retards dans les plannings de production, la direction de Boeing avait utilisé des pièces au rebut.

Depuis qu'en janvier une cloison s'est détachée d'un Boeing 737 Max en plein vol, les révélations sur les failles de sécurité de ce trust aéronautique s'enchaînent. Déjà un avion Boeing du même modèle était tombé au large de l'Indonésie en 2018, entraînant la mort de 189 personnes, et un autre en Éthiopie en 2019, tuant 157 personnes. Dans les deux cas le système des commandes de vol a été mis en cause.

Depuis, la guerre commer-

ciale acharnée avec Airbus pour un marché très disputé continue. À la recherche d'économies, Boeing s'est débarrassé de nombreux employés pendant la crise du Covid et tous n'ont pas été réembauchés : il manque 16 000 travailleurs qualifiés. La qualité des processus de fabrication a baissé, pendant que les contrôles qualité ont été allégés. Les travailleurs sont fortement dissuadés de signaler les défauts à leur hiérarchie, qui regarde ailleurs. Du moment que les profits sont au rendez-vous, tout cela importe peu aux actionnaires.

Quant à la disparition opportune de témoins des manquements à la sécurité, on ne peut rien contre la fatalité...

Lucien Déroit

Paris 2024 : à qui profiteront les Jeux Olympiques ?

La ministre des sports Amélie Oudéa-Castéra, évoquant le coût des Jeux Olympiques, avait déclaré à la presse : « *Je suis certaine qu'ils vont rapporter beaucoup plus à la nation qu'ils ne lui auront coûté.* » S'il est certain que ces Jeux vont rapporter de l'argent, ce ne sera certainement pas à ceux qui les auront payés.

Dans ce domaine, l'opacité sur les comptes est de mise. L'État prétend n'avoir mis que 2,7 milliards d'euros dans un budget estimé aujourd'hui à plus de 11 milliards d'euros. Combien ont avancé les différentes collectivités territoriales ? Il est difficile de le savoir. En tout cas, la Cour des comptes regrettait de ne pas pouvoir estimer le montant des dépenses globales. À chaque édition précédente, le coût des Jeux avait doublé, voire triplé le montant initial,

comme dans le cas de ceux de Londres qui, estimés au départ à 4 milliards d'euros, ont coûté plus de 12 milliards d'euros en 2012.

Mais si les Jeux coûtent aux travailleurs, par les impôts, ils rapportent et en tout premier chef au BTP : Eiffage, Bouygues ont largement tiré leur épingle du jeu en bénéficiant du programme de travaux d'infrastructures et de construction du village olympique. Les sponsors vont aussi être grassement rémunérés, et

les médias tirer bénéfice des retransmissions télévisuelles de ce sport spectacle.

Certains groupes, comme LVMH, se sont taillé la part du lion : le groupe de Bernard Arnault, première fortune du pays, va dessiner les médailles, fournir les champagnes et autres alcools aux personnalités et en plus habiller les athlètes. Cerise sur le gâteau déjà bien chargé, il a d'ores et déjà gagné son ticket d'entrée aux Jeux suivants. Les JO vont donc rapporter, et même beaucoup, à toute une fraction de la bourgeoisie.

En revanche, ceux qui vont les payer et ceux qui les paient déjà sont les travailleurs, à commencer par ceux des chantiers qui, pour

certains, ont payé de leur vie la construction des infrastructures. Rien qu'en 2023, les services du travail y ont enregistré 130 accidents du travail, dont 17 graves.

Tous les travailleurs en région parisienne vont aussi subir la hausse des coûts, comme celle du ticket de bus qui va passer à cinq euros. La police, de son côté, multiplie les opérations pour chasser les SDF et expulser les squatters. Enfin, pour

libérer des chambres pour les touristes, de nombreux hôtels s'apprêtent à fermer des places pour l'hébergement d'urgence.

Le gouvernement a exigé de nombreux étudiants qu'ils libèrent leur chambre dans les résidences pour permettre aux soignants et aux policiers d'être hébergés.

Paris 2024, ce sera : les riches dans les tribunes, les pauvres dans les soutes.

Aline Urbain



Le village olympique en projet.

Les camps du "bien" et du "mal"

Le Comité international olympique (CIO) a annoncé que les sportifs russes et biélorusses qualifiés aux Jeux Olympiques de Paris seront exclus de sa cérémonie d'ouverture, et que leurs médailles ne seront pas comptabilisées dans le classement des nations.

Les drapeaux des deux pays seront remplacés par un drapeau « *athlète individuel neutre* » vert et blanc. En cas de victoire, un hymne sans parole, écrit pour l'occasion, sera joué. Mais les spectateurs risquent de peu l'entendre, car le CIO a également décidé d'exclure ceux qu'il considère comme ayant soutenu la guerre en Ukraine. Résultat il reste une trentaine de sportifs russes

ou biélorusses, alors qu'ils étaient 330 à Tokyo en 2020.

On se demande quel peut bien être le rapport entre les athlètes russes et la politique de Poutine, comme si Teddy Riner devait être tenu pour responsable de celle de Macron ! Ces exclusions montrent une fois de plus que les JO sont loin d'être le théâtre du seul sport. La prétendue neutralité cache mal le fait que les athlètes

sont tenus, à leur corps défendant, de jouer le rôle d'agents du nationalisme ou des rivalités internationales, en plus de servir de panneaux publicitaires à Coca-Cola et à bien d'autres marques. Et gare à celui qui ne veut pas jouer le jeu ! Le coureur américain Tommie Smith s'est rendu célèbre pour avoir levé le poing sur le podium après sa victoire au 200 mètres des JO de Mexico en 1968, en protestation contre la politique américaine envers les Noirs. Il fut interdit de compétition et pourchassé par le FBI toute sa vie.

Le CIO ne s'embarrasse pas de finesse pour justifier ses exclusions. Il explique, sans rire, « *s'opposer à toute utilisation abusive politique ou commerciale du sport et des athlètes* ». Il fallait oser ! Et comme pour s'assurer la première marche au podium de l'hypocrisie, il a dénoncé le même jour l'organisation prochaine d'une compétition par la Russie, les « *Jeux de l'amitié* ». Il s'agirait en effet là d'une utilisation des athlètes « *à des fins de propagande politique* » !

Thomas Baumer

Recyclage : escroquerie à toutes les étapes

Une enquête de France Info et du journal *Le Monde* a révélé comment les industriels de l'agroalimentaire et du plastique ont réussi, sous prétexte de créer une entreprise de recyclage du polystyrène, à se faire subventionner une fois de plus par l'État, et à ne rien changer à leurs pratiques.

Le polystyrène est en effet très utilisé dans les emballages de différents produits alimentaires, pots de yaourt, compote, viande, etc. Dès 2020 Syndifrais, le syndicat représentant les professionnels des produits laitiers frais (Yoplait, Lactalis, etc.), et d'autres trusts de l'agroalimentaire utilisant le même type d'emballages ont entamé leur campagne pour sauver leurs pots de yaourts (au nombre de 15 milliards par an) et leurs barquettes de viande découpée.

Ainsi, sénateurs et députés ont été convaincus de ne pas interdire l'utilisation du polystyrène dès 2025 et d'attendre la solution de recyclage, qui sera trouvée dans un avenir indéfini ! Fin 2021, un premier rapport établissait que ce recyclage était « *techniquement possible* ». Cette étude n'a pas été rendue publique, mais les journalistes enquêteurs

et spécialistes qui ont pu la lire l'ont déclarée totalement dépourvue de rigueur scientifique. Le ministère de la Transition écologique l'a mise sous le tapis.

Les industriels ont donc décidé de parier sur le développement d'un recyclage chimique du polystyrène qui permette de réutiliser ce matériau dans la sphère alimentaire et rapporterait aussi de gros bénéfices. Bien sûr, une telle recherche nécessitait des « *investissements importants* ». En janvier 2022, le gouvernement n'a pas hésité à lancer un appel à projets doté de 300 millions d'euros d'argent public. Des trusts de la chimie, et pas des moindres – Michelin, Ineos, TotalEnergies – se sont donc lancés... et fin 2023, ils ont tous les trois déclaré forfait.

Lobbying des trusts auprès des élus et de l'État tout à leur service, aspiration de l'argent public, secret des affaires : ce scénario digne d'un mauvais roman se répète. Il vient rappeler que si des lanceurs d'alerte sont utiles, il en faudra des millions d'autres, de ceux qui font vivre la société, pour renverser la table.

Sylvie Maréchal



Les coureurs américains Tommie Smith et John Carlos aux JO de Mexico.

RATP bus : comment la direction licencie

La direction de la RATP lance plusieurs procédures de licenciements visant des conducteurs de bus qui ont été mis en inaptitude définitive à la conduite par décision de la médecine du travail.

Au dépôt de Montrouge, près de Paris, un appel à la grève était lancé pour vendredi 21 juin.

Il est facile de se retrouver en inaptitude après des années de travail car les problèmes de dos, d'épaules, les conséquences psychologiques des agressions, s'ajoutent aux problèmes de santé.

La médecine du travail estime alors impossible de conduire un bus en sécurité, par exemple après un

traitement médicamenteux comportant des effets secondaires. L'obligation de reclasser le salarié dans un autre poste est régulièrement contournée par la direction, qui prétend ne pas en avoir de vacant correspondant à son état de santé. Elle le licencie alors en invoquant cette impossibilité de reclassement.



OLIVIER BOITET LE PARISIEN

Un des conducteurs de Montrouge, qui a 22 ans de conduite, s'est vu proposer un reclassement qu'il a accepté au métro, en station. Mais la direction lui a imposé de passer un test de recrutement comme s'il s'agissait d'une embauche extérieure et a invoqué son échec à ce test comme motif de licenciement. Le test consistait en une analyse d'un texte, pour laquelle la note du machiniste a été de

14, au lieu des 15 requis par la direction.

La direction se justifie aussi en citant le cas d'un poste de magasinier qui a été refusé non par le salarié mais par le recruteur du secteur. En fait, elle mélange les CV des inaptés aux demandes de mobilité interne afin que le recruteur ait à choisir parmi des dizaines de CV et de pouvoir ensuite prétexter l'impossibilité de reclassement

pour licencier le salarié. Elle diminue même le délai de reclassement au minimum légal d'un mois, puis la porte, ensuite elle propage des rumeurs disant que les travailleurs en inaptitude n'auraient pas tout fait pour trouver un reclassement.

Le vrai souci de la direction est de se débarrasser des travailleurs usés et malades, et de les renvoyer au chômage. C'est révoltant!

Correspondant LO

Safran - Villaroche : ils font leur politique, faisons la nôtre !

La direction de l'usine Safran de Villaroche, en Seine-et-Marne, a convoqué les représentants des syndicats et reproché à la CGT de diffuser des tracts politiques. C'est interdit, dit-elle !

Cette interdiction ne vaut bien sûr pas pour les patrons qui, eux, font de la politique. Ainsi un dirigeant de Safran s'était exprimé en mars dans la presse pour critiquer le programme économique du RN, et donc faire comprendre qu'il préférerait les candidats proches de Macron.

Le tract de la fédération de la CGT appelait, lui, à barrer la route au RN en votant Front populaire. Même si c'est oublier la politique anti-ouvrière de tous

les gouvernements de gauche et leur responsabilité dans la montée du RN, il n'y a aucune raison que ce point de vue ne puisse s'exprimer.

La liberté d'exprimer une opinion politique ne doit pas s'arrêter aux portes des entreprises. Dans la classe ouvrière, tous les points de vue doivent pouvoir s'exprimer. Les militants de Lutte ouvrière ne manqueront pas de le faire, à Safran comme ailleurs.

Correspondant LO

Autoentrepreneurs : baisse de revenu annoncée

Environ 800 000 travailleurs au statut d'autoentrepreneur, exerçant en libéral, vont voir leur revenu mensuel diminuer. Un décret applicable au 1er juillet augmente de 2% leurs cotisations à l'Urssaf ou à un autre organisme, la Cipav, la faisant passer de 21,2% à 23,2%.

Présentée comme une manière de se constituer une retraite complémentaire, cette augmentation du versement sur leur chiffre d'affaires ne s'arrêtera pas là : elle se chiffrera au total à 5% en 2026.

Cette brusque coupe dans leurs revenus est une pilule de plus à avaler pour environ un tiers de ceux, traducteurs, formateurs, consultants, moniteurs de ski etc., qui n'ont d'autre choix que de s'affilier à ce statut d'autoentrepreneur libéral.

Plus de deux millions de travailleurs constituant 56% des travailleurs indépendants, dont beaucoup dans le bâtiment ou la livraison, sont d'une façon ou d'une autre fragilisés par ce statut. Des patrons, grands

ou non, l'utilisent pour se décharger sur ces travailleurs des cotisations qu'ils seraient tenus de verser. Ils leur laissent la charge administrative et ce n'est pas nouveau, depuis l'invention du statut en 2009 par Nicolas Sarkozy.

Ces travailleurs, comme leurs camarades salariés, doivent défendre pied à pied leur pouvoir d'achat, et cela non plus n'est pas nouveau.

Viviane Lafont



SERVICE AUTOENTREPRENEUR

“Devoir de vigilance” : or noir et blague verte

Mardi 18 juin, la Cour d'appel de Paris a jugé recevables les actions intentées par une série d'ONG contre TotalEnergies et EDF pour non respect du « devoir de vigilance ».

Il s'agit du devoir de respecter les droits de l'homme et l'environnement imposé aux entreprises de plus de 5 000 salariés par une loi de 2017.

Ainsi Total ne respecterait pas, dans l'ensemble de ses activités, l'accord de

Paris qui stipule que l'humanité est tenue de faire des efforts pour ne pas laisser trop augmenter la température de la planète. EDF est accusée d'avoir implanté un immense champ d'éoliennes sur les terres d'une communauté de paysans

mexicains sans même leur avoir demandé leur avis. En revanche, une plainte contre Veolia, accusé d'avoir distribué de l'eau contaminée aux consommateurs chiliens, n'a pas été retenue.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres et du procès à la condamnation, du moins lorsqu'il s'agit de multinationales. Toute l'affaire se résumera probablement à

un enlèvement juridique d'une part, à une légère augmentation des frais de tribunaux de ces entreprises géantes, de l'autre.

TotalEnergies, qui déclare se soumettre aux préceptes de l'accord de Paris, augmente sa production d'énergie fossile, creuse de nouveaux puits aux quatre coins du monde, expulse des populations pour faire

passer ses pipelines... et a réalisé un bénéfice record de 20 milliards d'euros en 2023.

Son devoir de vigilance s'exerce donc tout à fait, mais uniquement en direction de ses actionnaires. La planète et sa population, juges et ONG compris, peuvent bien mourir à petit feu.

P. G.

Stellantis – Villers-Semeuse : on nous enfonce dans le sable

Le 5 juin, dans l'usine Stellantis de Villers-Semeuse, dans les Ardennes, près de sept tonnes de sable sont tombées sur le côté du bâtiment à l'extérieur, après avoir déchiré le toit de l'atelier du ferreux.

C'est la troisième fois, que le toit plie sous le poids du sable qui fuit des canalisations qui le transportent. La première fois, cela a touché l'atelier du 7 mètres Lompe, et la deuxième fois, il y a quelques mois, le bâtiment Axelor. En effet les tuyauteries d'alimentation de sable qui survolent le toit sont régulièrement endommagées et rebouchées.

En fin de semaine, deux jeunes intérimaires de la maintenance réparaient un monte-charge lorsque

celui-ci est tombé de sept mètres. Leurs cris ont retenti dans l'atelier aluminium et les portes de l'ascenseur, bloquées, ont dû être défoncées au pied de biche par les pompiers. Les travailleurs ont été blessés. Ce monte-charge, très régulièrement en panne, n'était pas sécurisé. Son utilisation est dangereuse sans que cela empêche l'encadrement de reprocher les accidents aux ouvriers. Les travailleurs ne sont pas responsables des cadences

infernales poussant aux faux pas ni de la vétusté du matériel.

Stellantis dégoûline de profits, et ses 18,6 milliards d'euros sont faits sur le dos des travailleurs par manque d'investissements, manque d'embauche, en licenciant et en fermant des usines. Ce n'est pas de l'innovation ni être à la pointe de la technologie ou de l'excellence, comme on peut l'entendre.

Les capitalistes, qui profitent de la production et l'organisent, sont responsables des conditions de travail. Ils portent la responsabilité des accidents.

Correspondant LO

Continental-Rheinmetall : au bonheur des armes

Rheinmetall, premier fabricant d'équipement militaire d'Allemagne, et Continental, géant de l'équipement automobile, annoncent le transfert de travailleurs du second vers le premier.

Rheinmetall, qui est devenu le premier fabricant allemand d'obus et de matériel pour chars, s'attend à une hausse de 40% de ses ventes en 2024, après avoir encaissé des profits record depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. Ce groupe est désormais coté au DAX de Francfort, l'équivalent allemand du CAC40.

Rheinmetall dit avoir

besoin de *couvrir* les besoins en personnel (...) dans les années à venir. Qu'à cela ne tienne : l'équipementier Continental, qui appartient à la famille multimilliardaire Schaeffler, a annoncé il y a quelques mois la suppression de 7 000 emplois dans le monde, dont les 800 salariés de son usine de Gifhorn, près de Hanovre, qui devrait être fermée

d'ici 2027. D'après l'accord signé le 14 juin par les deux groupes, Continental se dit favorable au transfert de 100 travailleurs de Gifhorn vers l'usine de Rheinmetall à Unterlüss, située à 55 km de là.

Pour les patrons, les ouvriers ne sont que des pions interchangeables, et qu'ils peuvent s'échanger. Mais ce type de situation rappelle que, sans travailleurs, il ne peut y avoir ni pneus ni obus.

Marlène Stanis



Le patron de Rheinmetall présente sa production.

Tavares : monts et merveilles pour les actionnaires

Pour Carlos Tavares, le directeur général de Stellantis, l'agitation politique suite à la dissolution est un épiphénomène. Peu lui importent le résultat des élections législatives et le nouveau gouvernement qui en découlera, son cap est clair.

Tavares promet en tout cas aux actionnaires du groupe des dividendes en hausse pour 2025. Depuis deux ans, les profits élevés du groupe ne s'expliquent pas par des ventes exceptionnelles de véhicules, mais par la réalisation d'économies tous azimuts et la hausse des prix

de vente. Les actionnaires du groupe peuvent remercier leur DG de combat qui ne recule devant rien pour aggraver l'exploitation des travailleurs dans les usines du groupe et les entreprises sous-traitantes.

L'argent qui manque dans les poches des travailleurs en fin de mois se trouve là, dans les poches des actionnaires. Visiblement, leur DG favori ne craint pas que cela change, quelle que soit la prochaine situation politique. À moins que l'action des travailleurs ne change la donne.

Joséphine Sina

Dans les bulletins Lutte ouvrière



Usine de batteries : un mort au travail

Un travailleur sur le chantier de l'usine de batteries ACC dans le Nord a fait une chute mortelle.

Il était sous-traitant, et on sait bien que c'est à eux que les patrons font prendre le plus de risques.

Tous ces morts au travail, ça ne fait pas la une des médias qui appartiennent aux riches.

Stellantis Trémery Pas d'accord pour se faire tondre

Le gouverneur a décidé de fermer des caisses, ce qui entraîne des mobilités forcées des collègues « opérateurs sur monnaie fiduciaire » (OMF).

Il en résultera pour eux une perte de 30% de salaire à cause de certaines primes supprimées. La grève a été unanime dans les centres de tri de billets concernés. La direction a fait quelques concessions en étalant la baisse des primes.

L'intégration des primes dans nos salaires, c'est ce qu'il faudrait pour nous tous.

Banque de France Paris

Pas de bras, pas de pli

De nouveau, il va y avoir des plis électoraux à distribuer.

Rien ne fait envie, ni

dépassement d'heure ni prime lumbago.

De prime abord... c'est de bras supplémentaires qu'il y a besoin.

La Poste Beauvais

Un pour tous, tous pour un

À la suite de l'annonce du plan de 240 suppressions d'emplois, les maintenanciers Montage, les ouvriers de Kaizen, les retoucheurs et ceux de RIVS ont appris que la direction voulait les envoyer sur la chaîne à tour de rôle. De quoi avoir la rage.

La seule chaîne qui est nécessaire, c'est la chaîne de solidarité qui unira les travailleurs face au patron.

Stellantis Poissy

Plein le dos

L'activité Kiné est en constante augmentation, mais le nombre de kinés lui n'augmente pas. Avec sept postes vacants et des arrêts maladie non remplacés, on s'épuise, on n'en peut plus!

Pour pallier les manques d'effectif, la direction bricole une nouvelle organisation. Elle nous impose de travailler sur plusieurs secteurs très différents, parfois éloignés géographiquement et ce, dans la même journée.

On en a plein le dos de travailler dans des conditions pareilles.

Hôpital Angers

La Poste PIC – Lempdes : suppressions d’emplois

Au mois de mars, la direction de la plateforme industrielle du courrier (PIC) de Lempdes, dans le Puy-de-Dôme, a annoncé la transformation du site en 2025.

Selon la direction, il n’y aura pas de licenciements et un accompagnement personnalisé sera proposé à chacun. Ces larmes de crocodile n’émeuvent personne, faisant penser aux paroles du bourreau qui accompagne le condamné.

Le tri du courrier concernant les départements de l’Allier et du Puy-de-Dôme sera redéployé à Lyon, celui du Cantal et de

la Haute-Loire à Montpellier et celui de la Creuse et de la Corrèze sur Bordeaux. Sur les quelque 300 emplois actuels, environ 150 disparaîtraient et 50 intérimaires ne seraient plus reconduits. Les propositions de la direction sont des mutations pour suivre le tri dans les trois centres, ou des reclassements comme facteur. Bien sûr, chacun a sa vie dans

la région et beaucoup de quinquagénaires sont usés par le travail et ne se voient pas retourner faire des tournées.

Quant au bâtiment de la PIC de Lempdes, il continuera à trier le courrier des entreprises et accueillera les facteurs de trois bureaux autour de Clermont-Ferrand. Il est prévu d’élargir le parking, qui accueillera les voitures de ces facteurs et leurs voitures professionnelles et, pour cela, la direction va raser la petite forêt qu’elle a fait planter il y a trois ans



Rassemblement devant la PIC de Lempdes.

pour se donner une image écologique.

Jeudi 6 juin, 150 travailleurs, réunis devant le centre, ont dit leur colère,

leur refus de ce que chacun considère comme des licenciements, et ont discuté des suites à donner.

Correspondant LO

Hôpital Saint-Antoine – Paris : des licenciements qui ne passent pas

À l’hôpital Saint-Antoine de Paris, face à la direction qui s’apprête à mettre fin au contrat de nombreuses aides-soignantes en CDD, les réactions des salariés se multiplient.

Comme dans de nombreux autres établissements de l’Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), les conditions de travail se dégradent de jour en jour, et depuis des mois le sous-effectif est permanent dans de nombreux

services. La direction de l’AP-HP ne crée aucun nouveau poste. Tout ce que la direction de Saint-Antoine a mis en œuvre pour remplacer les postes vacants est le recours à des aides-soignantes en CDD.

Ces dernières semaines,

nombre de celles-ci ont appris peu à peu que leur contrat ne sera pas renouvelé quand il arrivera à son terme. C’est le cas dans les services de réanimation, de réanimation chirurgicale, de rhumatologie, ou encore aux Urgences.

Dans une situation où de nombreux services manquent de personnel, la direction non seulement choisit de licencier des

aides-soignantes indispensables au bon fonctionnement des services, mais elle aggrave encore le sous-effectif. Elle impose aux autres soignants de pallier le manque, en les déplaçant d’un service à l’autre en fonction des besoins.

Face à cette énième vague de suppressions d’emplois, des salariés de l’hôpital se sont mobilisés en faisant tourner

des pétitions, ou en allant s’adresser à la direction pour faire entendre leur refus de ces licenciements déguisés en fin de contrat. Ils se sont également réunis à une quarantaine jeudi 13 juin, bien décidés à maintenir la pression et à amplifier le vent de contestation contre cette hémorragie des effectifs orchestrée d’en haut.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l’Union communiste internationaliste

L’Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu’organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l’humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l’épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l’anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l’égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n’ont aucun intérêt personnel au maintien de l’actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l’État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n’ont pas de patrie et qu’un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s’affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n’avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d’Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal juin 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C’est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l’ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l’adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d’indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l’envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d’impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d’impôts de 200 euros, à condition que l’impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n’ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L’association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L’article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d’une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L’article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l’article 11-4 sont punis d’une amende de 3 750 euros et d’un an d’emprisonnement ».



Bulletin d’abonnement

Je souhaite m’abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l’ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Migrants : Méditerranée meurtrière

Lundi 17 juin, onze personnes sont mortes et 64 autres ont été portées disparues dans le naufrage de deux embarcations au large de l'Italie ; l'une venait d'Afrique du Nord et l'autre de Turquie.



Sur le premier bateau, rempli d'eau, le navire humanitaire de l'ONG allemande ResQship a pu secourir 51 personnes, tandis que dix autres migrants avaient trouvé la mort. Sur le voilier, venant probablement de Turquie, les garde-côtes italiens n'ont pu récupérer que douze passagers, et les recherches sur les disparus n'avaient toujours rien donné le lendemain.

Avec 31 500 personnes qui y ont laissé leur vie l'an dernier, la mer Méditerranée est la voie la plus meurtrière empruntée par les migrants. Et, chaque année, le nombre de victimes augmente. Il est trop facile, comme le font, entre autres, Meloni et le gouvernement italien,

d'incriminer les passeurs qui n'ont aucun scrupule à entasser des dizaines, voire des centaines de passagers sur des rafiots pourris. Si ceux-ci portent une part de responsabilité dans la mort de ces milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, c'est « l'Europe forteresse » qui, en fermant toujours plus ses frontières, oblige les migrants à prendre plus de risques dans l'espoir d'avoir une vie meilleure, dans un pays riche, pour eux-mêmes et leur famille restée au pays.

L'humanité a toujours connu les migrations de femmes et d'hommes à la recherche de lieux permettant une vie meilleure. Aujourd'hui encore, tout le monde trouve normal, par

exemple, que des infirmières aillent travailler de l'autre côté de la frontière, en Suisse ou au Luxembourg pour gagner plus dans de meilleures conditions, ou que des petits-bourgeois diplômés préfèrent aller gagner leur vie au Canada ou aux États-Unis. Mais quand il s'agit des peuples de pays pauvres victimes de la famine ou des conflits armés, là, les États qui auraient largement de quoi les accueillir ferment leurs frontières.

C'est à l'image de cette société capitaliste qui ouvre les frontières aux riches et rejette dans la misère les victimes de leur rapacité, quitte à ce qu'elles en meurent.

Marianne Lamiral

Eurosatory : pactole pour les marchands de mort

Lundi 17 juin s'est ouvert pour cinq jours le salon de la défense Eurosatory à Villepinte en région parisienne. Ce grand show qui se tient tous les deux ans attend une affluence record, avec le gratin des fabricants d'armes terrestres (drones, missiles, chars, etc.).

Près de 250 délégations officielles sont attendues et plus de 2 000 exposants de 61 pays leur proposeront leurs derniers outils de mort et de destruction. Les industriels français ne seront pas les moins nombreux puisque le pays est devenu le deuxième exportateur d'armes, loin derrière les USA, mais devant la Russie.

C'est bien sûr la guerre

en Ukraine qui explique l'explosion des ventes et des budgets militaires dans tous les pays du monde, des puissances nucléaires aux pays les plus pauvres : en 2023 ce sont 2 443 milliards de dollars (plus 6,8 %) qui ont servi à engraisser les marchands d'armes. En France, Macron, qui avait justement dit au dernier salon de Satory qu'on était entré dans

une économie de guerre, a fait voter une enveloppe de 413 milliards d'euros sur sept ans, jusqu'à 2030... Partout les populations payeront ces milliards qui seront autant de moins pour les services publics, les hôpitaux, etc.

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », disait Jean Jaurès avant la guerre de 1914. Aujourd'hui, se prépare la prochaine guerre et les milliards continuent de s'accumuler dans les caisses des Dassault, Thales, etc. Ils jouent tous avec la vie des populations !

Cédric Duval



BENOIT TESSIER REUTERS

La fable des armes qui ne tuent pas

Le gouvernement français, qui cherche à marquer une certaine distance, toute symbolique, vis-à-vis du massacre perpétré par l'armée israélienne à Gaza, a annulé la participation d'entreprises israéliennes au salon de l'armement Eurosatory, une décision suspendue ensuite par la justice.

Ce geste, qui ne change rien aux ventes d'armes, permet d'alimenter la fable du bon emploi des armes. Ainsi, lorsque deux médias, Marsactu et Disclose, révélèrent en mars qu'une entreprise française, Eurolinks, fournissait des pièces d'artillerie à l'armée israélienne, le ministre des Armées, Lecornu, s'est défendu. Il a expliqué que leur licence les vouait à la

réexportation, et ne leur permettait donc pas d'être utilisées contre des civils palestiniens. D'après ses propos, le matériel militaire français vendu à Israël ne serait que défensif : « Jamais d'armement, toujours des petits composants, des roulements à billes, des écrous usinés de manière particulière. C'est notamment le cas de petits composants du Dôme de fer. » Pour un peu,

le ministre jurerait que la France n'exporte que des rameaux d'oliviers ! Tout cela est en réalité invérifiable, puisque les contrats militaires en cours sont bien souvent classés secret défense.

La France est récemment devenue le deuxième plus gros exportateur d'armes au monde. Et, contrairement à la légende de l'armement défensif, les engins de mort fabriqués par Dassault, Thales, KNDS et consorts ne sont pas destinés à être rangés dans des arsenaux. Ils ont ainsi été utilisés par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, leur principal

client, lors de la guerre au Yémen. Une guerre qui a fait, d'après l'ONU, des centaines de milliers de victimes parmi la population. L'armée française elle-même en a fait usage, non seulement contre des groupes djihadistes, mais aussi contre des villageois durant l'opération Barkhane au Sahel. Le prétexte était le même que celui utilisé aujourd'hui par Israël : une prétendue lutte contre le terrorisme. Dans les deux cas, il s'agit de maintenir la domination impérialiste sur les peuples. Le soutien français à Israël, comme élément de cette domination,

peut d'ailleurs être direct comme cela a été le cas en avril avec la coopération militaire pour riposter aux frappes iraniennes.

Lecornu peut d'autant mieux se payer le luxe de parler du prétendu caractère inoffensif des livraisons militaires à Israël qu'elles semblent limitées, en comparaison avec celles en provenance des États-Unis ou même d'Allemagne. Mais si c'est le cas, il n'y est pour rien car les producteurs d'armes vendent à qui achète, au gré du marché, ce qui est considéré comme les autres.

Thomas Baumer